

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo.....	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO BP 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 LOME
France, Afrique.....	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays.....	—	12 000	—	6 600	—	3 450	
							Les abonnements et annonces sont payables d'avances

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRESIDENCE

1997

29 avril — Décret n° 67/PR modifiant l'alinéa C de l'article 1 ^{er} du cahier des charges annexé au décret n° 89-72 du 20 juin 1989 relatif à la concession de l'Aéroport International de Lomé-Tokoin et définition du cahier des charges	279
29 avril — Décret n° 68/PR accordant un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de phosphates à Hahotoé, préfecture de Vo, à l'Office Togolais des Phosphates	279
29 avril — Décret n° 69/PR accordant un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de Phosphates à Kpogamé, préfecture du Zio, à l'Office Togolais des Phosphates	282
29 avril — Décret n° 70/PR portant nomination du Directeur du Budget	285

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1997

Décisions portant additif, réforme, réintégration	285
Arrêtés portant intérim, inscription au tableau, nomination	285

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

1997

16 avril — Arrêté n° 64/MIS portant additif à l'arrêté n° 18/MIS du 29 janvier 1997 relatif à la nomination des commissions administratives en vue de la révision et de l'établissement des listes électorales	286
24 avril — Arrêté n° 67/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	286
24 avril — Arrêté n° 68/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	286
24 avril — Arrêté n° 69/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	286
24 avril — Arrêté n° 70/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	286
24 avril — Arrêté n° 71/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	286
24 avril — Arrêté n° 72/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	286
24 avril — Arrêté n° 73/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	286
24 avril — Arrêté n° 74/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
24 avril — Arrêté n° 75/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
24 avril — Arrêté n° 76/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
28 avril — Arrêté n° 78/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
28 avril — Arrêté n° 79/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
28 avril — Arrêté n° 80/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
28 avril — Arrêté n° 81/MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287

28 avril — Arrêté n° 82/ MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
28 avril — Arrêté n° 83/ MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
28 avril — Arrêté n° 84/ MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
28 avril — Arrêté n° 85/ MIS portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village	287
30 avril — Arrêté n° 87/ MIS portant nomination d'un conseiller technique	287

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1997

22 avril — Arrêté n° 68/ MEF DE portant dérogation individuelle	287
25 avril — Arrêté n° 70/ MEF DCO portant création d'une Caisse d'Avance	288
30 avril — Arrêté n° 76/ MEF/SEFB rapportant arrêté portant nomination	288
21 avril — Décision n° 316/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	288
21 avril — Décision n° 317/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre des Mines, de l'Equipeement, des Transports et des Postes et Télécommunications	288
22 avril — Décision n° 318/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit de la Construction et du Logement (CCL) de Cacaveli	288
22 avril — Décision n° 319/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit de divers bénéficiaires	288
22 avril — Décision n° 320/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit de divers bénéficiaires	288
22 avril — Décision n° 321/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit des étudiants togolais inscrits à l'Institut Africain d'Informatique (IAI)	288
22 avril — Décision n° 327/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	289
23 avril — Décision n° 338/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Président de la Cour Suprême	289
23 avril — Décision n° 339/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit du docteur B. Balakiyém Kao	289
25 avril — Décision n° 346/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit de la Mission Permanente aupres des Nations Unies à New York	289
29 avril — Décision n° 371/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Cabinet du Secrétaire d'Etat Chargé des Finances et du Budget	289
29 avril — Décision n° 372/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Secrétaire Général des Syndicats Libres des Travailleurs des Services Economiques et Financiers (SYLTRADEF)	289
29 avril — Décision n° 373/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit du fonctionnement de la Commission Nationale de Privatisation	289
29 avril — Décision n° 374/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit du fonctionnement de l'Agence de Solidarité Nationale	289
29 avril — Décision n° 375/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit de la Cour Suprême	290
29 avril — Décision n° 376/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre d'Etat, chargé de l'Industrie et du Commerce	290
29 avril — Décision n° 378/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du directeur de l'Education Physique	290
29 avril — Décision n° 379/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit du fonctionnement du Centre Régional d'Action Culturelle (CRAC)	290
29 avril — Décision n° 380/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit du Centre Régional de Formation pour l'Entretien Routier (CERFER)	290
29 avril — Décision n° 381/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	290

29 avril — Décision n° 382/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit de la Fédération Togolaise de Tennis	290
29 avril — Décision n° 383/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit du fonctionnement de la Société d'Administration des Zones Franches (S. A. Z. O. F.)	290
29 avril — Décision n° 384/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit du fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)	290
30 avril — Décision n° 387/ MEF/DF/ DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de l'Education nationale et de la Recherche	291
29 avril — Décision n° 537/ MEF/DF/ DCO autorisant paiement d'une somme au profit de l'Etat à la Cellule d'Appui et de Suivi des Institutions Mutualistes d'Epargne et de Crédit	291

MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1997

Arrêté portant détachement, rapportant arrêté	291
---	-----

MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

1997

23 avril — Arrêté n° 05/ MPFPS portant nomination d'un Conseiller Technique	291
---	-----

DIVERS

Caisse de Retraites du Togo

1997

23 avril — Arrêté n° 669/ MEF/CR portant concession de pension aux ayants cause de feu TSOGBEVI Foli DALMEDA	291
28 avril — Décision n° 551/ CRT/ DP modifiant le taux de majoration pour enfant allouée à M. SYLVESTRE OSSENI Baba-Toundé Abdoulai Koffi Atah.	292
29 avril — Arrêté n° 73/ MEF/CR accordant une allocation viagère complémentaire	292
29 avril — Arrêté n° 74/ MEF/CR accordant une allocation viagère complémentaire	292
29 avril — Arrêté n° 75/ MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu Ditovo Ankou Eséna	292

MINISTERE DE LA SANTE

1997

18 avril — Arrêté n° 73/ MS accordant autorisation d'ouverture d'un Cabinet Médical.	293
22 avril — Arrêté n° 75/ MS accordant autorisation d'ouverture d'un Cabinet Médical.	293

MINISTERE DES MINES, DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1997

22 avril — Arrêté n° 25/ MMEPT portant autorisation d'ouverture d'une station-service d'hydrocarbures de 2 ^e classe à Sokodé, quartier Zongo par TOGO et SHELL.	293
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES

PRESIDENCE

Décret n° 97-067/ PR du 29 avril 1997 modifiant l'alinéa C de l'article 1^{er} du cahier des charges annexé au décret n° 89-72 du 20 juin 1989 relatif à la concession de l'Aéroport International de Lomé-Tokoin et définition du cahier des charges

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des Mines, de l'Equipeement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 90-26 du 4 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 91-197 du 16 août 1991 relatif à l'application de la loi n° 90-26 du 4 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 86-85 du 20 mai 1986 portant création et organisation de la Société Aéroportuaire de Lomé-Tokoin ;

Vu le décret n° 89-72 du 20 juin 1989 portant concession de l'Aéroport International de Lomé-Tokoin et définition du cahier des charges ;

Vu le décret n° 96-097/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — L'alinéa C de l'article 1^{er} du cahier des charges annexé au décret n° 89-72 du 20 juin 1989 est modifié comme suit :

« Article 1^{er} alinéa c : l'embarquement, le débarquement, le transit et l'acheminement des passagers, des marchandises et du courrier aériens ainsi que les activités d'assistance à l'escale concurremment avec la Société Multinationale AIR AFRIQUE ».

Art. 2 — Le ministre des Mines, de l'Equipeement, des Transports et des Postes et Télécommunications et le ministre des Sociétés d'Etat et du Développement de la Zone Franche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 avril 1997

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le ministre des Sociétés d'Etat
et du Développement de la Zone Franche
Payadowa BOUKPESSI

Le ministre des Mines, de l'Equipeement,
des Transports et des Postes
et Télécommunications

Tchamdja ANDJO

Décret n° 97-068/ PR du 29 avril 1997 accordant un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de phosphates à Hahotoé, préfecture de Vo, à l'Office Togolais des Phosphates

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des Mines, de l'Equipeement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République Togolaise ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — Un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de phosphates dénommé gisement de phosphates de Hahotoé, est accordé à l'Office Togolais des Phosphates (O.T.P.) dans la préfecture de Vo.

Art. 2 — Par exploitation, il faut entendre toute activité de développement, de mise en exploitation, d'extraction, de traitement, de transport, d'exportation et de vente de substances minérales.

Art. 3 — Conformément au plan de délimitation de la carrière à 1/200 000 ci-joint, le gisement se trouve dans un domaine de forme irrégulière couvrant une superficie de 2 442 ha 55 a 00 ca. Les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	longitudes	latitudes
A	1° 27' 57" E	6° 28' 16" N
B	1° 32' 00" E	6° 30' 06" N
C	1° 32' 35" E	6° 28' 42" N
D	1° 30' 45" E	6° 27' 44" N
E	1° 30' 51" E	6° 27' 27" N
F	1° 28' 49" E	6° 26' 32" N

Art. 4 — Les sommets du périmètre du permis sont matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

OTP-AH, OTP-BH, OTP-CH, OTP-DH, OTP-EH, et
OTP-FH

Les significations des inscriptions OTP (A,B,C,D,E,F) et H est comme suit :

OTP : Office togolais des phosphates

(A, B, C, D, E, F) : les points des sommets du périmètre du permis.

H : Hahotoé.

Art. 5 — L'office togolais des phosphates est assujéti au paiement des droits, frais et redevances superficiaires relatifs à la demande, à l'instruction du dossier et à l'octroi du permis, conformément aux prescriptions du code minier.

Art. 6 — L'office togolais des phosphates est soumis au paiement des redevances minières sur le volume du phosphate marchand commercialisé conformément à l'article 51 du code minier.

Art. 7 — Conformément à l'article 29 du code minier, l'office togolais des phosphates dédommagera les propriétaires ou les occupants légitimes du sol de la perte de jouissance et d'autres préjudices occasionnés par l'exploitation du gisement de phosphates.

L'indemnisation court jusqu'à la restitution des terrains aux propriétaires, après la remise en état des sols.

Art. 8 — Conformément à la réglementation des établissements classés dangereux, incommodos et insalubres, l'usine de traitement de l'office togolais des phosphates est soumise aux contrôles périodiques obligatoires de l'inspection des établissements classés.

Les frais d'inscription sont à la charge de l'OTP.

Art. 9 — Conformément aux articles 35 du code minier et du 57 code de l'environnement, l'OTP doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout impact préjudiciable à l'environnement. Il doit notamment faire diminuer de manière notable les effets nuisibles des effluents liquides et gazeux. Il s'engage, sauf dérogation, dans un délai de cinq (5) ans à partir de la date de signature du présent décret et en accord avec les services techniques du ministère chargé de l'environnement, à :

- rejeter les boues de lavage à une distance convenable de la côte au large de Kpémé par des dispositifs appropriés ;
- réduire la concentration des solides dans les fumées rejetées par les cheminées à un taux acceptable.

Art. 10 — Le permis d'exploitation à grande échelle est accordé pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de signature du présent décret.

Il peut être renouvelé plusieurs fois, chacune pour une durée de dix (10) ans.

Art. 11 — Le permis d'exploitation n'est ni divisible, ni amodiable ; il est cependant cessible, transmissible et susceptible de garantie avec l'accord préalable du ministre chargé des mines.

Art. 12 — L'office togolais des phosphates est tenu de présenter un rapport annuel à la direction générale des mines et de la géologie.

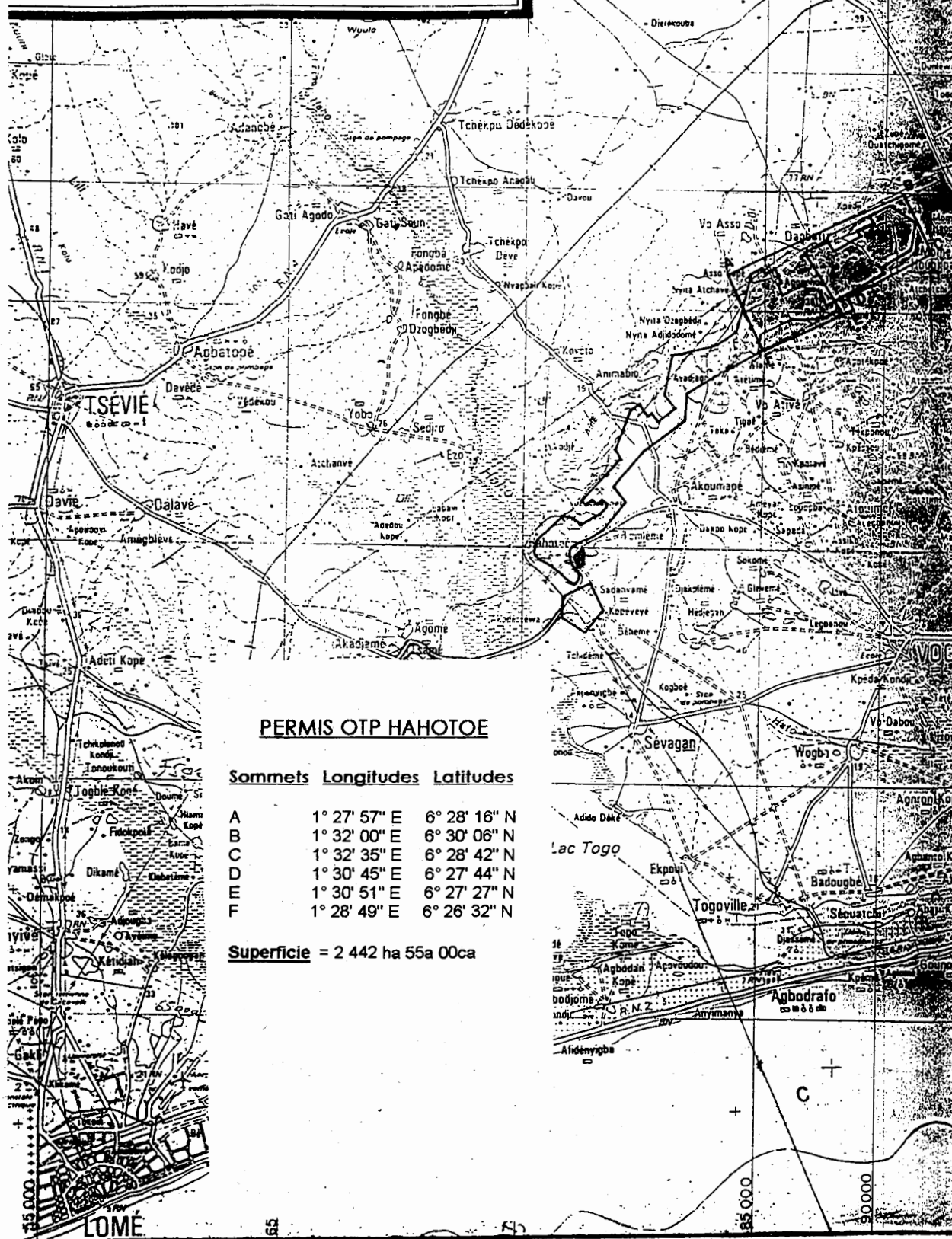
Art. 13 — Toute infraction aux dispositions du code minier est punie conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Extrait de la carte I.G.N.

Echelle = 1/200000

Plan n° 4706

7/3/97



Art. 14 — A défaut d'avancement satisfaisant des travaux, dans un délai de deux (2) ans, le Gouvernement se réserve le droit de retirer ce permis d'exploitation.

Art. 15 — Le ministre des mines, de l'équipement, des transports et des postes et télécommunications est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 avril 1997

Le Président de la République
Le Général Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE

Le ministre d'Etat, chargé
de l'Economie et des Finances

Barry Moussa BARQUE

Le ministre des mines, de l'équipement,
des transports et des postes
et télécommunications

Tchamdja ANDJO

Décret n° 97-069/PR du 29 avril 1997 accordant un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de phosphates à Kpogamé, préfecture de Zio, à l'Office Togolais des Phosphates

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre des Mines, de l'Equipeement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 96-004 PR du 26 février 1996 portant code minier de la République Togolaise ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — Un permis d'exploitation à grande échelle d'un gisement de phosphates dénommé gisement de phosphates de Hahotoé, est accordé à l'office togolais des phosphates (O.T.P.) dans la préfecture de Zio.

Art. 2 — Par exploitation, il faut entendre toute activité de développement, de mise en exploitation, d'extraction, de traitement, de transport, d'exportation et de vente de substances minérales.

Art. 3 — Conformément au plan de délimitation de la carrière à 1/200 000 ci-joint, le gisement se trouve dans un domaine de forme irrégulière couvrant une superficie de 1 546 ha 50 a 00 ca. Les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètres du permis sont :

Sommets	longitudes	latitudes
G	1° 19' 51" E	6° 18' 55" N
H	1° 19' 00" E	6° 18' 23" N
I	1° 17' 35" E	6° 16' 06" N
J	1° 18' 45" E	6° 15' 07" N
K	1° 19' 51" E	6° 15' 56" N
L	1° 19' 49" E	6° 16' 06" N
M	1° 20' 00" E	6° 17' 24" N
N	1° 20' 38" E	6° 18' 03" N

Art. 4 — Les sommets du périmètre du permis sont matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

OTP-GK, OTP-HK, OTP-IK, OTP-JK, OTP-KK, et OTP-LK, OTP-MK, OTP-NK

Les significations des inscriptions OTP (G,H,I,J,K,L) et K est comme suit :

OTP : Office togolais des phosphates

(G, H, I, J, K, L, M, N) : les points des sommets du périmètre du permis.

K : Kpogamé.

Art. 5 — L'office togolais des phosphates est assujéti au paiement des droits, frais et redevances superficiaires relatifs à la demande, à l'instruction du dossier et à l'octroi du permis, conformément aux prescriptions du code minier.

Art. 6 — L'office togolais des phosphates est soumis au paiement des redevances minières sur le volume du phosphate marchand commercialisé conformément à l'article 51 du code minier.

Art. 7 — Conformément à l'article 29 du code minier, l'office togolais des phosphates dédommagera les propriétaires ou les occupants légitimes du sol de la perte de jouissance et d'autres préjudices occasionnés par l'exploitation du gisement de phosphates.

L'indemnisation court jusqu'à la restitution des terrains aux propriétaires, après la remise en état des sols.

Art. 8 — Conformément à la réglementation des établissements classés dangereux, incommodes et insalubres, l'usine de traitement de l'office togolais des phosphates est soumise aux contrôles périodiques obligatoires de l'inspection des établissements classés.

Les frais d'inscription sont à la charge de l'OTP.

Art. 9 — Conformément aux articles 35 du code minier et 57 du code de l'environnement, l'OTP doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout impact préjudiciable à l'environnement. Il doit notamment faire diminuer de manière notable les effets nuisibles des effluents liquides

et gazeux. Il s'engage, sauf dérogation, dans un délai de cinq (5) ans à partir de la date de signature du présent décret et en accord avec les services techniques du ministère chargé de l'environnement, à :

- rejeter les boues de lavage à une distance convenable de la côte au large de Kpémé par des dispositifs appropriés ;
- réduire la concentration des solides dans les fumées rejetées par les cheminées à un taux acceptable.

Art. 10 — Le permis d'exploitation à grande échelle est accordé pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de signature du présent décret.

Il peut renouvelé plusieurs fois, chacune pour une durée de dix (10) ans.

Art. 11 — Le permis d'exploitation n'est ni divisible, ni amodiable ; il est cependant cessible, transmissible et susceptible de garantie avec l'accord préalable du ministre chargé des mines.

Art. 12 — L'office togolais des phosphates est tenu de présenter un rapport annuel à la direction générale des mines et de la géologie.

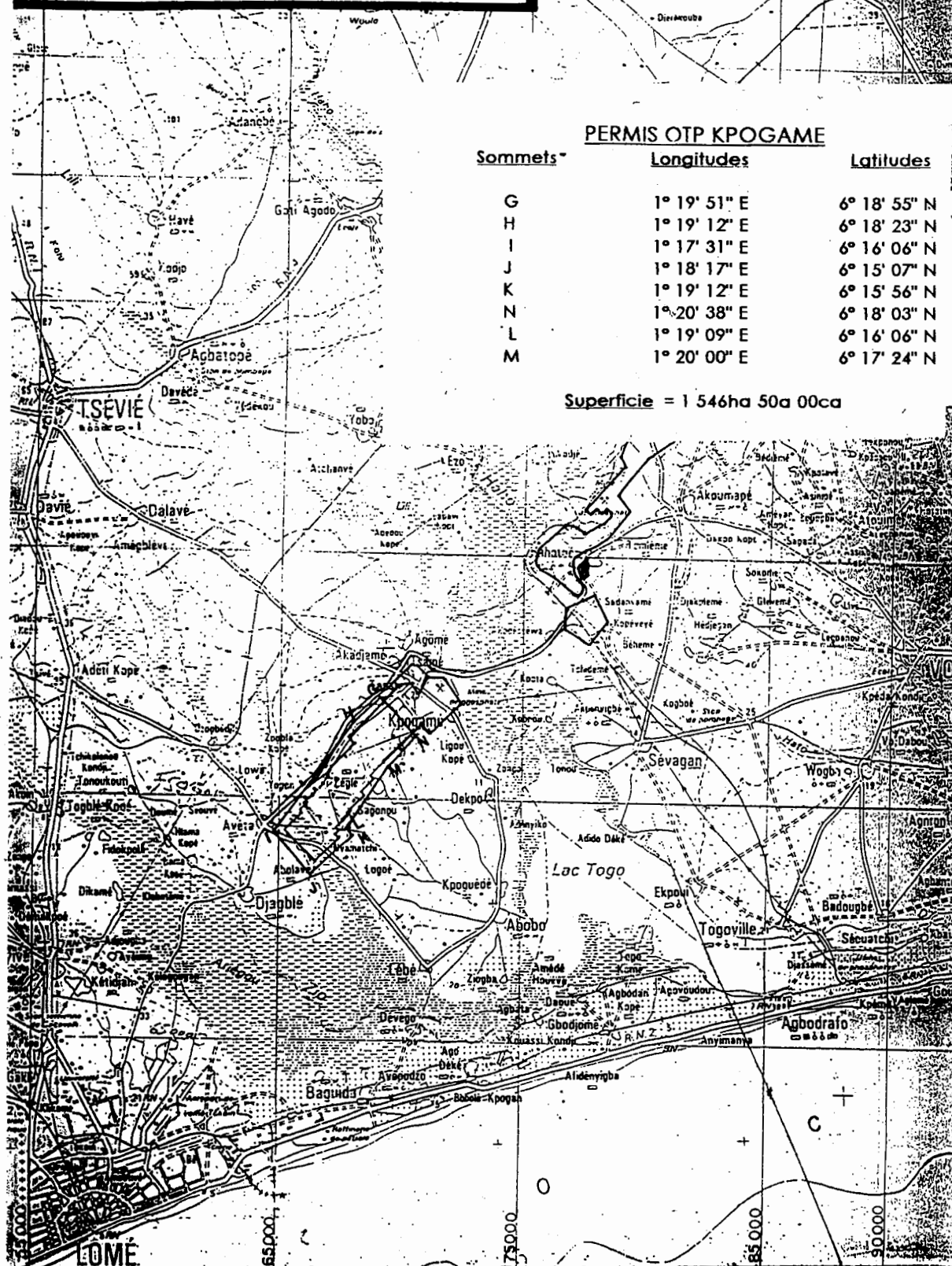
Art. 13 — Toute infraction aux dispositions du code minier est punie conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Extrait de la carte I.G.N.

Echelle = 1/200.000

an n° 4706

7/3/97



Art. 14 — A défaut d'avancement satisfaisant des travaux, dans un délai de deux (2) ans, le Gouvernement se réserve le droit de retirer ce permis d'exploitation.

Art. 15 — Le ministre des mines, de l'équipement, des transports et des postes et télécommunications est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 avril 1997

Le Président de la République
Le Général Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le ministre d'Etat, chargé
de l'Economie et des Finances
Barry Moussa BARQUE

Le ministre des mines, de l'équipement,
des transports et des postes
et télécommunications

Tchamdja ANDJO

**Décret n° 97-070/PR du 29 avril 1997 portant nomination
du Directeur du Budget**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 notamment en son article 152 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 04 janvier 1968 portant statut des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86-109 du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 96-097 PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement ;

Sur proposition du ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — M. Fiatty Yao Hetsu, Inspecteur des Impôts 1^{er} échelon, est nommé Directeur du Budget.

Art. 2 — Le ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 avril 1997

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le ministre d'Etat, chargé
de l'Economie et des Finances
Barry Moussa BARQUE

Ministère de la Défense nationale

Interim

Arrêté n° 139/MDN du 25-4-97 — Pendant l'absence du colonel Assani Tidjani, chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Togolaises, le lieutenant-colonel Nandja Zakari, chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air est chargé d'assurer l'intérim.

Inscription au tableau d'avancement

Arrêté n° 140/MDN du 29-4-97 — Le caporal-chef Baguilima Yendina n° mle 4322 du Régiment-Commando de la Garde Présidentielle à Lomé, est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1997, et promu au grade de sergent à compter du 13 janvier 1997.

Arrêté n° 141/MDN du 29-4-97 — Les caporaux Kpatcha Agba n° mle 3087 et Katcha Abalo n° mle 3793 du Régiment-Commando de la Garde Présidentielle à Lomé, inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1997 sont promus au grade de caporal-chef à compter du 13 janvier 1997.

Admission à la retraite

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décision n° 132/MDN du 19-4-97 — Le sergent-chef Lamboni Bountiépé n° mle 1710 du Régiment de Soutien et d'Appui et le gendarme adjoint de 1^{re} classe Agnassré Kossi n° mle 0986 de la Gendarmerie nationale sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite d'ancienneté respectivement après vingt cinq (25) et vingt (20) années de services effectifs dans les Forces Armées Togolaises.

Dans la limite de leurs droits, un congé libérable de quatre vingt dix (90) jours leur est accordé, délai de route compris avec solde de présence aux dates ci-après :

Du 1^{er}-4-1997 au 29-6-97 inclus.

Les intéressés pourront prétendre à la gratuité de transport ainsi que leur famille en vue de rejoindre leurs foyers respectifs.

Réforme

Décision n° 133/MDN du 19-4-97 — Est réformé par mesure disciplinaire pour compter du 1^{er} mai 1997, le soldat de 1^{re} classe Ali Djobo Essofa n° mle 7292 de la Force d'Intervention Rapide à Lomé.

L'intéressé pourra prétendre à la gratuité de transport ainsi que sa famille pour rejoindre ses foyers. Il sera rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mai 1997.

Réintégration

Décision n° 134/MDN du 19-4-97 — Le soldat de 1^{re} classe Tchillo Gnale n° mle 10119 du Sous-Groupement Blindé, précédemment exclu pour six (6) mois sans solde, est réintégré dans les Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} avril 1997.

La date de départ des services de l'intéressé est rectifié comme suit :

Date d'engagement : 1^{er} mai 1988

Interruption : du 1-7-96 au 31-3-97 inclus soit 9 mois

Date rectifiée pour départ des services : 1^{er} février 1989.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Arrêté n° 064/ MIS du 16 avril 1997 portant additif à l'arrêté n° 018/ MIS du 29 janvier 1997 relatif à la nomination des commissions administratives en vue de la révision et de l'établissement des listes électorales.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 92-03 du 8 juillet 1992 portant code électoral ;

Vu l'ordonnance n° 93-02 du 16 avril 1993 modifiant et complétant certaines dispositions du code électoral ;

Vu le décret n° 96-110/PR du 8 octobre 1996 fixant la période de révision et d'établissement des listes électorales ;

Sur proposition des préfets, des maires et des partis politiques.

ARRETE

Article premier — L'arrêté n° 018/ MIS du 29 janvier 1997 portant nomination des commissions administratives en vue de la révision et de l'établissement des listes électorales est complété de la façon suivante :

Art. 2 — Les commissions administratives sont composées comme suit :

Préfecture de Kloto

Après : M. Agbaley Jules, CAR, membre
Ajouter : Gbadigo Atsu, RPT, membre.

Commune de Kpalimé

Après : M. Ezé Komla Tomedegbe, membre
Ajouter : M. Bédou Kwasi-Kuma, membre.

Préfecture de Vo

Après : M. Bolouvi Agbévavi, CAR, membre
Ajouter : M. Akoé Akouété Amédomé, membre.

Préfecture de l'Oti

Après : M. Mèba Yao Lekessim, statisticien, membre
Lire : M. Nassoma Samba-Sow, UTD, membre.

Préfecture de Danyi

Après M. Tublu Honoré, CAR, membre
Ajouter : M. Ity Yawo Butsomekpo, membre.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 67/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Toyinou Kodjo en qualité de chef de village de Adjapahoe Toyinouhoè (préfecture de Haho).

M. Toyinou Kodjo, chef de village de Adjapahoe Toyinouhoè relève de l'autorité du chef de canton d'Assrama.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 68/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Nyodou Kossi en qualité de chef de village de Tsravékoè (préfecture de Haho).

M. Nyodou Kossi, chef de village de Tsravékoè relève de l'autorité du chef de canton de Notsè.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 69/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Aké Agoh en qualité de chef de village de Tsavé (préfecture de Haho).

M. Aké Agoh, chef de village de Tsavé relève de l'autorité du chef de canton de Notsè.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 70/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Yovogan Komi en qualité de chef de village de Djékloè (préfecture de Haho).

M. Yovogan Komi, chef de village de Djékloè relève de l'autorité du chef de canton de Notsè.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 71/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Agbati Atigo en qualité de chef de village de Kloényamé (préfecture de Haho).

M. Agbati Atigo, chef de village de Kloényamé relève de l'autorité du chef de canton de Notsè.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 72/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Awonon Folly en qualité de chef de village de Kponou (préfecture de Haho).

M. Awonon Folly, chef de village de Kponou relève de l'autorité du chef de canton de Notsè.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 73/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Yaovi Alex Noudoda Agbo-Henyo VIII en qualité de chef de village de Gamé-Séva (préfecture du Zio).

M. Yaovi Alex Noudoda Agbo-Henyo VIII, chef de village de Gamé-Séva relève de l'autorité du chef de canton de Gamé.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 74/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Ahatefu Kossi Grégoire en qualité de chef de village de Tovégan (préfecture de l'Avé).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 75/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de Togbui Ezounké Kodjo en qualité de chef de village de Tannou, sous-préfecture d'Afagnan (préfecture des Lacs).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 76/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de Togbui Kossi Amavi 1^{er} en qualité de chef de village de Mawoussi, sous-préfecture d'Afagnan (préfecture des Lacs).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 78/ MIS du 24-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Tsakpassou Assikiti en qualité de chef de village de Dalia-Todomé (préfecture de Haho).

M. Tsakpassou Assikiti, chef de village de Dalia-Todomé relève de l'autorité du chef de canton de Notsé.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 79/ MIS du 28-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Gbleguede Kossi en qualité de chef de village de Klotchomé (préfecture de Haho).

M. Gbléguedé Kossi, chef de village de Klotchomé relève de l'autorité du chef de canton d'Assrama.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 80/ MIS du 28-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de Togbui Kolédji Agblékpé IV en qualité de chef de village de Hahomégbé dans le canton de Notsé en remplacement de Kasségné Agblékpé III décédé.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 81/ MIS du 28-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Bessou Koffi en qualité de chef de village de Okpaté-Yalla (préfecture d'Amou).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 82/ MIS du 28-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Sewonu Yawo en qualité de chef du village de Kpété-Mava dans le canton de Gamé (préfecture d'Amou).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 83/ MIS du 28-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Agbéko Mawuena II en qualité de chef du village de Agbog-boli dans le canton de Kpégnon Vakpo (préfecture d'Amou).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 84/ MIS du 28-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Dédjigba Komlan en qualité de chef du village de Yalla dans le canton de Gamé (préfecture d'Amou).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 85/ MIS du 28-4-97 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Apédoh Atisso Justin en qualité de chef du village d'Avédjé dans le canton de Kpégnon Vakpo (préfecture d'Amou).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 87/ MIS du 30-4-97 — Le lieutenant-colonel Ayassou Madji Kodjo, officier de la Gendarmerie nationale, précédemment chef de corps des Gardiens de Préfecture, est nommé conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité.

Il est chargé de la coordination entre les Forces de Sécurité.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Ministère de l'Economie et des Finances

Arrêté n° 68 bis/ MEF/ DP du 22-4-97 — En vertu des dispositions de l'article 14 de la loi n° 90-17 du 5 novembre 1990, une dérogation individuelle est accordée à M. Guy Cazenave de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de directeur général adjoint de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCl).

Le directeur national de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 70/MEF/DF/DCO du 25-4-97 — Il est créé au sein du cabinet du ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, une caisse d'avance pour les menues dépenses dudit cabinet.

L'avance susceptible d'être consentie au régisseur de cette caisse d'avance est fixée à cinq cent mille (500 000) francs CFA renouvelable dans les formes réglementaires.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 76/MEF/SEFB du 30-4-97 — Est rapporté l'arrêté n° 051/MEF/CAB/ du 25 mars 1996 nommant M. Gavon Komi Dossou directeur-adjoint du Budget.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 316/MEF/DCO du 21-4-97 — Il est mis à la disposition du ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture la somme de vingt cinq millions quatre vingt dix huit mille cent (25 098 100) francs CFA pour lui permettre de faire participer à nos équipes nationales aux Tournois de la Solidarité qui se dérouleront au Burkina Faso et au Mali.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 44, ligne 01 (Equipes Nationales et Club engagés dans les Compétitions Internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 317/MEF/DCO du 21-4-97 — Il est mis à la disposition du ministre des Mines et de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications la somme de quinze millions (15 000 000) de francs CFA pour le recyclage de six (6) pilotes togolais.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 318/MEF/DF/DCO du 22-4-97 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre vingt dix millions (90 000 000) de francs CFA représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du Centre de la Construction et du Logement (C.C.L.) de Cacavelli au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée par tranche semestrielle de 45 000 000 F CFA et virée au compte n° 125 ouvert dans les livres du Trésor public au nom de ladite institution.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 39, ligne 01 (Centre de Construction et de Logement) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 319/MEF/DF/DCO du 22-4-97 — Est autorisé le paiement de la somme de huit cent soixante dix sept mille neuf cent cinquante huit (877 958) francs CFA au profit de divers bénéficiaires au titre de mémoire des indemnités qui leur sont dues.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse à la Recette-Perception d'Atakpamé suivant détail ci-après :

Dr B. Kao Balakiyem, chirurgien au CHR d'Atakpamé	300 000 F
M ^{re} Abalo Kossi Adjéwoda, huissier de Justice à Atakpamé	113 350 F
Gérant de la S.G.G.G. d'Atakpamé	99 000 F
Mme Komlan Kossiwa, épouse Poovi, interprète au tribunal d'Atakpamé	64 800 F
M. Kantchil-Laré Boulogoudjo, chauffeur à Atakpamé	35 000 F
M. Ossobo Mensah, secrétaire-dactylographe à Atakpamé	30 000 F
M. Yabi Komla, chauffeur du juge d'instruction d'Atakpamé	30 000 F
M. Yovo Akoutsè, secrétaire du juge d'instruction à Atakpamé	25 000 F
M. Yavedo Kodjo, secrétaire du juge d'instruction à Atakpamé	25 000 F
M. Nanghong Bomboma, gardien de nuit à Atakpamé	25 000 F
M. Kannanibe Damhame Amidou, gardien de nuit à Atakpamé	25 000 F
Gakpo Séraphin, secrétaire-dactylographe à Atakpamé	25 000 F
Mlle Obilalé Amavi Efouaboué, secrétaire-dactylographe à Atakpamé	25 000 F
M. Amégnaglo Yao, secrétaire-dactylographe à Atakpamé	20 000 F
M. Douti Kinanla, gardien de nuit à Atakpamé	20 000 F
M. Fagla Koté, planton au cabinet d'instruction d'Atakpamé	15 000 F

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 320/MEF/DF/DCO du 22-4-97 — Est autorisé le paiement de la somme de un million cinq cent cinquante sept mille cinq cents (1 557 500) francs CFA au profit de divers bénéficiaires au titre de mémoire des indemnités qui leur sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée dans les comptes bancaires des intéressés suivant détail ci-après :

Docteur Karka Kourahom, médecin des FAT	630 000 F
Docteur Badombéna-Wanta Ranougo, biologiste des FAT	320 000
Docteur Anoukoum Tsipa, chirurgien au CHU-Tokoin	375 000 F
Monsieur Amadou Fofana, traducteur près juge d'instruction 1 ^{er} cabinet	232 000 F

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 321/MEF/DF/DCO du 22-4-97 — Est autorisé le paiement de la somme de quarante six millions deux cent dix neuf mille neuf cent cinquante trois (46 219 953) francs CFA, représentant les frais de scolarité des étudiants togolais inscrits à l'Institut Africain d'Informatique (IAI).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 218, chapitre 22, article 00, paragraphe 48, ligne 99 (Contributions aux Organismes Internationaux) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 327/MEF/DF/DCO du 22-4-97 — Il est mis à la disposition du ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture la somme de dix millions (10 000 000) de francs CFA pour lui permettre de couvrir le coût de location du Stand de la Foire commerciale prévue dans le cadre du Festival Négro-Africain des Arts et de la Culture qui se tiendra du 21 avril au 3 mai 1997 à Atlanta aux Etats-Unis auquel notre pays le Togo est invité à participer.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 44, ligne 01 (Equipes Nationales et Clubs Engagés dans les Compétitions Internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 338/MEF/DF/DCO du 23-4-97 — Il est mis à la disposition du président de la Cour Suprême la somme de un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA, représentant l'indemnité exceptionnelle pour son installation et équipement.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépense exceptionnelle) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 339/MEF/DF/DCO du 23-4-97 — Est autorisé le paiement de la somme de un million cent soixante dix mille (1 170 000) francs CFA au profit du docteur B. Balakiyém Kao, chirurgie thoracique au CHR d'Atakpamé au titre de mémoire des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au Trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 346/MEF/DF/DCO du 25-4-97 — Il est mis à la disposition de la Mission Permanente auprès des Nations Unies à New York, la somme de quatre millions cinq cent mille (4 500 000) francs CFA soit l'équivalent de neuf mille (9 000) dollars US destinée à faire acheminer les effets personnels de M. Ta-Ama Nolana, ministre conseiller, précédemment représentant permanent adjoint, rappelé au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 216, chapitre 22, article 00, paragraphe 28, ligne 01 (Frais de transports à l'occasion des missions à l'étranger, déplacements définitifs) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 371/MEF/DF/DCO du 29-4-97 — Il est mis à la disposition du cabinet du secrétaire d'Etat chargé des Finances et du budget la somme de cinq cent mille (500 000) francs CFA destiné au paiement des travaux relatifs à la fourniture de quatre (4) photo du Chef de l'Etat par PHOTO DEGBAVA.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 01 (Dépenses Imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 372/MEF/DF/DCO du 29-4-97 — Il est mis à la disposition du secrétaire général des Syndicats Libres des Travailleurs des Services Economiques et Financiers (SYLTRASEF) la somme de un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA destinée à financer les achats de produits pharmaceutiques de l'infirmier du CASEF.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 373/MEF/DF/DCO du 29-4-97 — Est autorisé le paiement de la somme de cent millions (100 000 000) de francs CFA, représentant la subvention de l'Etat au budget de fonctionnement de la Commission Nationale de Privatisation au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 402-100-165-X ouvert à la B.T.D. Lomé au nom de ladite Commission.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 42, ligne 08 (Commission Nationale de Privatisation) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 374/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA représentant la subvention de l'Etat au budget de fonctionnement de l'Agence de Solidarité Nationale.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 496 ouvert dans les livres du Trésor public au nom de ladite institution.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 44, ligne 05 (Agence de Solidarité Nationale) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 375/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Il est mis à la disposition de la Cour Suprême, un crédit de deux millions (2.000.000) de francs CFA, au titre de réception des personnalités officielles.

La Cour Suprême, n'est autorisé à engager des dépenses trimestriellement qu'à concurrence du quart au plus de sa dotation.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 216, chapitre 22, article 00, paragraphe 29, ligne 04 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 376/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Il est mis à la disposition du ministre d'Etat, chargé de l'Industrie et du Commerce, un crédit de huit millions (8.000.000) de francs CFA, au titre de réception des personnalités officielles.

Le ministre d'Etat, chargé de l'Industrie et du Commerce, n'est autorisé à engager des dépenses trimestriellement qu'à concurrence du quart au plus de sa dotation.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 216, chapitre 22, article 00, paragraphe 29, ligne 04 (réception des personnalités officielles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 378/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Il est mis à la disposition du ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, au profit du directeur de l'Education physique, un crédit de deux millions neuf cent quatre vingt trois mille (2.983.000) francs CFA, pour lui permettre de couvrir les dépenses relatives à l'organisation matérielle des épreuves physiques aux divers examens officiels au titre de l'année académique 1997.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 379/MEF/DF/DCO du 29/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de soixante millions (60.000.000) de francs CFA, représentant la subvention de l'Etat au budget de fonctionnement du Centre Régional d'Action Culturelle (CRAC) au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 31-300-78673 ouvert à l'UTB Lomé au nom de ladite institution.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 42, ligne 05 (Centre Régional d'Action Culturelle) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 380/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget du Centre Régional de Formation pour l'Entretien Routier (CERFER) au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 31 700 270 70 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) à Lomé au nom de ladite institution.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 218, chapitre 22, article 00, paragraphe 46, ligne 02 (CERFER) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 381/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Il est mis à la disposition du ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat, un crédit de quatre millions (4.000.000) de francs CFA, au titre de réception des personnalités officielles.

Le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat, n'est autorisé à engager des dépenses trimestriellement qu'à concurrence du quart au plus de sa dotation.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 216, chapitre 22, article 00, paragraphe 29, ligne 04 (réception des personnalités officielles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 382/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Il est mis à la disposition du ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au profit de la Fédération Togolaise de Tennis la somme de six millions trois cent mille (6.300.000) francs CFA, pour lui permettre de faire face aux dépenses d'organisation et de participation du Togo à la Coupe Davis de Tennis Groupe IV Zone Euro Afrique qui se déroulera à Khartoum (Soudan) du 17 au 23 mars 1997.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 44, ligne 01 (équipes nationales et clubs engagés dans les compétitions internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 383/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Est autorisé le paiement de la somme de cent millions (100.000.000) de francs CFA, représentant la subvention de l'Etat au budget de fonctionnement de la Société d'Administration des Zones Franches (S.A.ZO.F.) au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée par tranche semestrielle de 50.000.000 de francs CFA et virée au compte n° 32 037146 8 004 000 ouvert à l'UTB Circulaire au nom de ladite Société.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 39, ligne 02 (S.A.ZO.F.) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 384/MEF/DF/DCO du 29/4/97 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA, représentant la subvention de l'Etat au budget de fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) au titre de la gestion 1997.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 42, ligne 07 (Commission Nationale des Droits de l'Homme) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 387/MEF/DF/DCO du 30/4/97 — Il est mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche, la somme de vingt cinq millions quatre cent dix sept mille cinq cent (25.417.500) francs CFA, pour servir à la couverture de charges relatives à l'organisation des examens et concours professionnels de l'année 1996-1997.

Cette somme sera mandatée selon détail ci-après :

- Direction de l'Enseignement du 1^{er} Degré 21.249.000 F
- Direction de l'Enseignement du 2^e Degré 4.168.500 F et payée au trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 01 (dépenses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 537/MEF/DF/DCO du 29/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de quinze millions (15.000.000) de francs CFA, représentant la subvention de l'Etat à la Cellule d'Appui et de Suivi des Institutions Mutualistes d'Epargne et de Crédit au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 566 ouvert dans les livres du trésor public au nom de ladite institution.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 39, ligne 03 (Cellule d'Appui et de Suivi des Institutions) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté n° 67/MPEFP du 21/4/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. AGBANDAO Djassa Débatoba, n° mle 003759-H, préposé des eaux et forêts principal 3^e échelon, précédemment en service à la Direction de la Protection et du Contrôle de l'Exploitation de la Flore, l'arrêté n° 0265/METFP du 4 avril 1996 portant admission à la retraite.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 68/MPEFP du 21/4/97 — M. PILOUZOUÉ Tchallouw Bouwessodjolo, n° mle 036118-Q, administrateur civil principal 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au cabinet de la Présidence de la République est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Fonds d'Entraide et de Garantie du Conseil de l'Entente à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour compter du 1^{er} mai 1997.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. PILOUZOUÉ ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Traites du Togo seront à la charge dudit Fonds.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Arrêté n° 5/MPEPS du 23/4/97 — M. MIZIYAWA Sadissou, administrateur civil en chef de 2^e échelon, n° mle 010444 N, précédemment directeur général du Bien-être social, est nommé conseiller technique chargé du Développement social au ministère de la Promotion féminine et de la Protection sociale.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

Arrêté n° 69/MEF/CR du 23/4/97 — Une pension de veuve (pourcentage 60 %) dont 32 % imputable à la Caisse de Retraites du Togo est allouée à Mme veuve TSOGBEVI Amavi, née METEDA, épouse de feu TSOGBEVI Fofi Dolagbenu, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon (indice 950), décédé en retraite le 25 décembre 1986.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à cent vingt mille quatre cent soixante huit (120.468) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987, à cent vingt six mille quatre cent quatre vingt douze (126.492) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et à cent cinquante six mille neuf cent vingt (156.920) francs pour compter du 1^{er} février 1992 et payable comme suit :

— Trente mille quatre cent vingt huit (30.428) francs pour compter du 1^{er} février 1992 sur les fonds de la CNSS.

— Cent vingt mille quatre cent soixante huit (120.468) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987, cent vingt six mille quatre cent quatre vingt douze (126.492) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 sur les fonds de la CRT.

Par application des dispositions de l'article 29, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo une majoration pour enfants au montant annuel de trente mille cent seize (30116) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de trente un mille six cent vingt quatre (31.624) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 à Mme veuve TSOGBEVI Amavi, née METEDA au titre de ses enfants ci-après désignés :

- Kwami Agbeko, né le 18 avril 1953
- Akwavi Séna, née le 2 mai 1956
- Amivi Agbemébia, née le 14 février 1959
- Kodzo Sewonu, né le 26 février 1962
- Yawa Seleda, née le 22 juillet 1965
- Yawovi Mawuena, né le 6 juin 1968.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJPT/MEF du 9 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la CNSS la quote part qui revient à cette dernière.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de vingt quatre mille quatre vingt seize (24.096) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de vingt cinq mille trois cent (25.300) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 au titre de l'enfant Yawovi Mawuena, né le 6 juin 1968.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. TSOGBEVI Kwami Agbeko, administrateur des biens chargés de la tutelle de l'orphelin du de cujus.

Arrêté n° 73/MEF/CR du 29/4/97 — En application des dispositions de l'article 15 de l'arrêté interministériel n° 551/MJFPT/MEF du 9 juin 1977 susvisé, il est attribué à M. DOGBEVI Koku Nyadzogbé, chef de section permanent J-9 précédemment en service au Réseau des Chemins de Fer du Togo, une allocation viagère complémentaire d'un montant annuel de cent vingt deux mille deux cent huit (122.208) francs pour compter du 1^{er} avril 1985, de cent vingt huit mille trois cent vingt (128.320) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de cent trente quatre mille sept cent trente six (134.736) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Cette allocation, imputable au budget général du Togo section 9, chapitre 2, article 0000, paragraphe 99, gestion 1997 est payable par trimestre et à terme échu pour compter du 1^{er} avril 1985.

En application des dispositions de l'article 6, alinéa 2 de l'arrêté n° 446-55/ITLS du 27 avril 1955, les indemnités de licenciement perçues par M. DOGBEVI Koku Nyadzogbé seront déduites des arrérages de la présente allocation.

Arrêté n° 74/MEF/CR du 29/4/97 — En application des dispositions de l'article 15 de l'arrêté interministériel n° 551/MJFPT/MEF du 9 juin 1977 susvisé, il est attribué à M. AYIVI Messan Têvi, agent permanent de 6^e catégorie hors échelle précédemment en service au ministère des Mines, de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications, une allocation viagère complémentaire d'un montant annuel de quatre vingt dix neuf mille trois cent douze (99.312) francs pour compter du 1^{er} avril 1986, de cent quatre mille deux cent quatre vingt (104.280) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de cent neuf mille quatre cent quatre vingt seize (109.496) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Cette allocation, imputable au budget général du Togo section 9, chapitre 2, article 0000, paragraphe 99, gestion 1997 est payable par trimestre et à terme échu pour compter du 1^{er} avril 1986.

En application des dispositions de l'article 6, alinéa 2 de l'arrêté n° 446-55/ITLS du 27 avril 1955, les indemnités de licenciement perçues par M. AYIVI Messan Têvi seront déduites des arrérages de la présente allocation.

Arrêté n° 75/MEF/CR du 29/4/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve DITOVU Hotsikémè, née AMOUZOU, épouse de feu DITOVU Ankou Eséna, agent d'exploitation de 1^{re} classe, 3^e échelon, (indice 850, pourcentage 40 %) décédé en activité le 17 juin 1987, une pension de veuve au montant annuel de cent trente quatre mille sept cent trente six (134.736) francs pour compter du 24 novembre 1987, de cent quarante un mille quatre cent soixante douze (141.172) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et de cent quarante huit mille cinq cent quarante cinq (148.545) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de vingt six mille neuf cent quarante huit (26.948) francs pour compter du 24 novembre 1987, de vingt huit mille deux cent quatre vingt seize (28.296) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et de vingt neuf mille sept cent neuf (29.709) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de cinq) :

Komlan, né le 8 septembre 1970
 Komi, né le 11 mars 1972
 Kokou, né le 27 décembre 1972
 Yao Mensah, né le 29 mai 1975
 Kossi Ehliou, né le 8 juin 1975
 Kokou Enyo, né le 16 février 1977
 Yawa Owoé, née le 8 décembre 1977
 Yawavi Owoétcha, née le 8 décembre 1977
 Kafui Etudo, née le 30 août 1978
 Yawa Elom, née le 22 novembre 1979
 Komlanvi Azonudu, né le 24 février 1981
 Yawavi Yanamè, née le 5 novembre 1981
 Adjo Akpéné, née le 20 décembre 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. MELESSOUSSOU Koffi Etèba, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Les retenues restant dues par M. DITOVU Ankou Esséna au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 551/CRT-DP du 28/4/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. SYLVESTRE OSSENI Baba-Toundé Abdoulai Koffi Atah, adjudant 3^e échelon n° mle 0208 du

corps du personnel des Forces Armées togolaises, est porté pour compter du 1^{er} septembre 1996, de 15 à 25 % de sa pension principale sept cent trente trois mille neuf cent quatre vingt douze (733.992) francs l'an au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Rahim, né le 23 octobre 1976
Wassilatou, née le 14 février 1979.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent quatre vingt trois mille quatre cent quatre vingt dix huit (183.498) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. SYLVESTRE OSSENI Baba-Toundé Abdoulai Koffi Atah ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Rahim, né le 23 octobre 1976
Wassilatou, née le 14 février 1979.

MINISTRE DES MINES, DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté n° 25/MMETPT/DGMG du 22/4/97 — La société TOGO ET SHELL est autorisée à installer à Sokodé, quartier zongo (préfecture de Tchoudjo) une station-service d'hydrocarbures comportant :

- 1 cuve de 15.000 l pour l'essence super ;
- 1 cuve de 10.000 l pour l'essence ordinaire ;
- 1 cuve de 10.000 l pour le gas-oil ;
- 1 cuve de 10.000 l pour le pétrole lampant ;
- 9 distributeurs de carburants : (4 super, 2 gas-oil, 2 essence, 1 pétrole) ;
- 2 mélangeurs ;
- 1 kiosque ;
- 1 auvent ;
- 1 piste.

La station-service est classée dans la catégorie des établissements de 2^e classe.

Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par la société TOGO ET SHELL et visés par :

- a) Le Directeur général des Travaux publics pour le plan de masse,
- b) Le Directeur général des Mines et de la Géologie pour les plans d'ancrage et d'enfouissement.

La station-service conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus en des endroits visibles et facilement accessibles si près des bouches de remplissage des camions-citernes, des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugage :

- a) des caisses ou des seaux de sable maintenu à l'état meuble (minimum 0,100 m³) avec une pelle pour projection ;
- b) des extincteurs spéciaux pour feu d'hydrocarbures, à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle.

Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement

Les frais de contrôle sont fixés à vingt mille (20.000) francs CFA par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2^e classe.

La société TOGO ET SHELL, bénéficiaire de la présente autorisation devra, avant le commencement des travaux, justifier de toutes autorisations nécessaires, entre autres :

- Autorisation foncière (loi n° 60-26 du 5/08/1960)
- Autorisation de construire,
- Autorisation de voirie.

La Société TOGO ET SHELL sera responsable, tant vis-à-vis de l'Etat que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations. Elle conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée de ces installations, les droits des tiers restant dans tous les cas expressément réservés.

La présente autorisation est valable à compter de sa date de signature.

Le Directeur général des Mines et de la Géologie est chargé de l'application du présent arrêté.

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêté n° 73/MS du 18/4/97 — Une autorisation d'ouverture d'un Cabinet médical à Lomé est accordée au docteur EDORH Ananou Anoumou, médecin.

Le docteur EDORH Ananou Anoumou est tenu de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de son Cabinet médical sis à Lomé, 56, Rue Doumassessé n° 86, quartier Nyivémé.

Arrêté n° 75/MS du 22/4/97 — Une autorisation d'ouverture d'un Cabinet médical à Lomé est accordée au docteur ETOH Komlan, médecin.

Le docteur ETOH Komlan est tenu de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de son Cabinet médical sis à Cassablanca (Lomé Commune).

